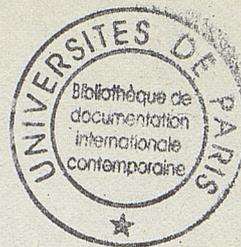


ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

43, rue de la Victoire 75009 PARIS Tél: 874 39 38.



Informations du Guatemala

2° année / N°49

du 3 au 9 décembre 1983

POLITIQUE

Mejia et Lobos veulent contrôler l'armée
Lobos : Un coup d'Etat serait malvenu
Le Guatemala est déjà mêlé à la guerre
Des hommes politiques demandent la neutralité du Guatemala
Les hommes politiques sont toujours persécutés
Le MLN critique la politique économique et internationale
Mejia veut améliorer l'image du Guatemala
Le régime manipule le syndicalisme

ECONOMIE

Le Guatemala commercialement isolé

EGLISE

Monseigneur Penados nommé archevêque

CONTRE-INSURRECTION

Nouvelles opérations policières dans le pays

INSURRECTION

Trois opérations le premier décembre
L'ORPA attaque simultanément cinq installations de la police
Les FAR endommagent un avion "Pilatus"
Affrontement dans Le Peten
L'armée fait part de trois affrontements

DROITS DE L'HOMME

L'ONU analyse la situation des droits de l'homme au Guatemala
Assassinés, enlevés et blessés
L'Internationale socialiste condamne le régime
Violation des droits des travailleurs
Une artiste dirigeante syndicale assassinée
On enlève des syndicalistes

POLITIQUE

MEJIA ET LOBOS VEULENT CONTROLER L'ARMEE

Le 6 décembre, les commandants des différentes bases militaires du pays ont été démis de leurs fonctions au sein du haut commandement de l'armée, après l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur l'armée.

D'après le décret-loi 149-83, le chef de l'Etat, le ministre de la Défense, et le chef de l'état-major formeront le haut commandement militaire, ce qui implique une concentration du pouvoir militaire entre les mains du général Mejia et du colonel Rodolfo Lobos Zamora.

La loi stipule également que les officiers occupant le grade de cadre mobile et les officiers en disponibilité seront immédiatement et définitivement démis de leurs fonctions, même s'ils n'ont pas accompli les 33 ans de service requis pour la mise à la retraite.

Selon la presse et les milieux militaires, cette mesure constitue un moyen de démettre de nombreux officiers dissidents, qui avaient été mutés lors des coups d'Etat précédents.

Le 8, les commandants de toutes les garnisons du pays se sont réunis avec le colonel Lobos Zamora, chef de l'Etat par intérim, afin de prendre connaissance des particularités de la nouvelle loi. Bien que le communiqué des forces armées assure que les chefs militaires ont exprimé leur adhésion à la politique de Mejia et Lobos, il semble que la promulgation de la nouvelle loi ait provoqué un malaise chez de nombreux officiers.

LOBOS : UN COUP D'ETAT SERAIT MALVENU

Prenant ses fonctions de chef de l'Etat par intérim, le colonel Rodolfo Lobos Zamora, chef de l'état-major de l'armée, a déclaré : "Actuellement, un coup d'Etat serait malvenu".

Et selon Ramon Zelada Carrillo, porte-parole de l'armée : "Une tentative de coup d'Etat constituerait un suicide pour le pays", car elle augmenterait l'isolement international.

Lobos Zamora remplace temporairement le général Mejia Victores, qui assiste à la cérémonie d'investiture du nouveau président argentin Raul Alfonsin.

LE GUATEMALA EST DEJA MELE A LA GUERRE

Le 30 novembre, à Washington, Craig Johnstone, sous-secrétaire d'Etat pour les questions latino-américaines et Shaw Smith, directeur du bureau des questions centre-américaines, ont assuré qu'il y a une guerre régionale en Amérique Centrale et que le Guatemala y est engagé.

Selon Johnstone, l'union des armées d'Amérique Centrale au sein du CONDECA "est très positive" ; "elle intéresse beaucoup les Etats-Unis, car chaque pays de l'isthme est solidaire de la défense des frontières de ses voisins".

Shaw Smith estime que la suspension de l'aide militaire au Guatemala est due à la violation des droits de l'homme ; "l'engagement des Etats-Unis vis-à-vis de l'Amérique Centrale est profond, les manoeuvres militaires sont une manifestation concrète de notre engagement dans la région".

Johnstone et Smith ont répondu par téléphone aux questions des journalistes guatémaltèques, réunis à l'ambassade des Etats-Unis au Guatemala.

DES HOMMES POLITIQUES DEMANDENT LA NEUTRALITE DU GUATEMALA

Dans un communiqué du 5 décembre, le comité politique l'Union Révolutionnaire Démocratique (URD) demande que l'armée ne se plie pas aux ordres de pays étrangers "qui bafouent notre souveraineté de manière flagrante".

L'URD, qui se définit comme social-démocrate, ajoute que le Guatemala doit maintenir sa neutralité en cas de guerre en Amérique Centrale et que le peuple doit être consulté avant tout engagement, comme le prévoient les lois du pays.

LES HOMMES POLITIQUES SONT TOUJOURS PERSECUTES

Le 6 décembre, Rony Villavicencio, premier secrétaire du Front Populaire Organisé, a dénoncé le fait que plusieurs membres actifs du groupe politique sont persécutés par les forces de l'ordre et en danger de mort, ceci dans la capitale comme à l'intérieur du pays.

Santos Morales et Arnoldo Juarez font partie des personnes persécutées.

LE MLN CRITIQUE LA POLITIQUE ECONOMIQUE ET INTERNATIONALE

Le 1er décembre, le Mouvement de Libération Nationale (MLN), parti d'extrême-droite, a accusé le gouvernement du général Mejia Victores de corruption, d'inefficacité et d'improvisation.

Dans un communiqué de presse, le MLN a critiqué la politique économique du régime et la manière dont les relations internationales sont conduites.

MEJIA VEUT AMELIORER L'IMAGE DU GUATEMALA

Le 7 décembre, le général Mejia Victores, qui se rendait en Argentine, a fait escale à Brasilia et s'est entretenu avec le président brésilien Joao Figueiredo.

D'après le "Jornal do Brasil", Mejia "tente d'améliorer l'image de marque internationale du Guatemala, fortement détériorée par les constantes dénonciations selon lesquelles les violations des droits de l'homme font systématiquement partie du combat livré aux insurgés".

LE REGIME MANIPULE LE SYNDICALISME

La Confédération Syndicale du Guatemala (CSG) "est un instrument au service des officiels, financé par le gouvernement et dirigé par des personnes non représentatives du mouvement ouvrier", a affirmé le 6 décembre à Mexico Miguel Angel Albizures, représentant du Comité National de l'Unité Syndicale (CNUS).

Le ministre du Travail, Carlos Padilla Natareno, annonçant début décembre la création de la CSG, avait affirmé qu'elle bénéficierait de l'appui du régime.

Selon Albizures, il s'agit uniquement de "donner l'impression qu'il existe un syndicalisme au Guatemala, ce qui n'est pas vrai puisque les dirigeants authentiques du mouvement ouvrier sont persécutés et que nombre d'entre eux ont été assassinés ces dernières années.

ECONOMIE

LE GUATEMALA COMMERCIALEMENT ISOLE

Les relations économiques du Guatemala avec les autres pays d'Amérique Centrale sont interrompues, le gouvernement du Costa Rica ayant fermé les frontières du pays aux produits guatémaltèques le 7 décembre, ceci en réponse aux mesures récentes prises par le régime du général Mejia Victores visant à limiter le commerce régional.

Le gouvernement guatémaltèque a décidé de fixer unilatéralement les échéances des fournisseurs et des acheteurs, avant de concéder des permis d'importation ou d'exportation, argumentant que les pays de la région doivent au Guatemala 180 millions de dollars, ce qui affecte sérieusement la balance des paiements.

Le Honduras et Le Salvador ont également fermé leurs frontières commerciales au Guatemala les 3 et 4 décembre. A la mi-novembre, le gouvernement du Guatemala avait restreint la vente de produits industriels au Nicaragua.

Les décisions du Honduras, du Costa Rica et du Salvador ont provoqué de vives réactions contre le gouvernement militaire dans le secteur privé ; les chambres de l'Industrie et du Commerce ont notamment accusé le gouvernement de conduire ces activités à la ruine et de mettre en danger le Marché Commun Centre-Américain.

EGLISE

MONSEIGNEUR PENADOS NOMME ARCHEVEQUE

Le 3 décembre, on a appris dans la capitale guatémaltèque que Monseigneur Prospero Penados del Barrio, évêque du diocèse de San Marcos (Ouest du pays), avait été nommé archevêque du Guatemala par le Pape Jean-Paul II.

Monseigneur Penados succède au cardinal Mario Casariego, décédé le 15 juin. Lors des obsèques du cardinal Casariego, les forces armées lui avaient rendu les honneurs militaires ; le chef de l'état-major de l'époque, Hector Mario Lopez Fuentes l'avait défini comme "le guide spirituel et le conseiller de l'armée".

Le nouvel archevêque a prononcé une brève allocution : "Je me mets au service de la paix et de la conciliation entre les Guatémaltèques, en cette époque historique que nous traversons, pleine de confusion et de désarroi.

CONTRE-INSURRECTION

NOUVELLES OPERATIONS POLICIERES DANS LE PAYS

Gustavo Adolfo Lopez Sandoval, ministre de l'Intérieur, a fait savoir le 7 décembre que les forces de l'ordre réalisent d'importantes opérations de contrôle dans tout le pays. Le ministre a également souligné la nécessité d'augmenter les effectifs et le nombre de véhicules pour patrouiller.

Ces dernières semaines, les organisations qui composent l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG) ont intensifié le rythme de leurs actions.

INSURRECTION

TROIS OPERATIONS LE PREMIER DECEMBRE

Le 1er décembre, l'Organisation du Peuple en Armes (ORPA) a réalisé trois opérations militaires en différents points du pays. Un communiqué de l'organisation diffusé le 4 décembre informe que 8 pertes au moins ont été infligées aux forces gouvernementales au cours de ces opérations.

Les unités de l'ORPA ont attaqué un détachement militaire installé dans une école désaffectée du village de San Juan Ostuncalco, département du Quetzaltenango, (Ouest du pays). Deux soldats sont morts, le nombre des blessés n'a pas été déterminé.

D'autres forces de l'ORPA ont attaqué le poste de police du village de San Juan Sacatepequez, dans le département de Guatemala ; le poste est situé à quelques minutes de l'Ecole Polytechnique (académie militaire). Elles ont infligé six pertes aux forces policières.

Enfin, les insurgés ont attaqué l'ambassade du Honduras dans la capitale. L'assaut a été donné au moyen de rafales de mitrailleuses et de grenades. L'action constitue "une protestation contre l'interventionisme nord-américain en Amérique Centrale et contre la soumission du Honduras". Le communiqué de l'ORPA ne précise pas le nombre de pertes survenues au cours de l'opération.

L'ORPA ATTAQUE SIMULTANEMENT CINQ INSTALLATIONS DE LA POLICE

Le 7 décembre à 18 heures, les forces de l'Organisation du Peuples en Armes ont attaqué simultanément 5 postes de contrôle de la police en plusieurs points de la capitale. Elles ont infligé de nombreuses pertes à la police et récupéré du matériel militaire.

L'ORPA, par des appels téléphoniques aux médias, a revendiqué ces "opérations de destruction et de récupération d'armes", effectuées contre les postes de police situés aux sorties de la capitale, en direction de San Juan Sacatepequez, sur la route d'Atlantico, Chinautla, Jocotales et Santa Rosita.

Selon le journal télévisé "Aqui el mundo", les policiers -10 en moyenne dans chaque poste- n'ont rien pu faire pour repousser les attaques ; les insurgés n'ont souffert aucune perte.

LES FAR ENDOMMAGENT UN AVION "PILATUS"

Un avion de type Pilatus de la Force Aérienne Guatémaltèque (FAG) s'est écrasé au sol le 4 décembre dans le département du Peten (Nord du pays). On a appris par la presse que le sous-lieutenant d'aviation Carlos Moreira Alvarez était mort dans l'accident.

La version officielle soutient que l'avion réalisait des manoeuvres quand l'accident s'est produit, mais n'explique ni les circonstances ni les causes de celui-ci.

Les FAR avaient auparavant fait savoir que leurs unités de guérilla ont attaqué un avion de type Pilatus le 1er décembre. L'avion survolait la coopérative La Tecnica, dans la municipalité de La Libertad et s'est retiré après avoir été endommagé.

Au cours du mois de novembre, 3 hélicoptères au moins et un avion Pilatus ont été endommagés par les FAR dans Le Peten.

AFFRONTEMENT DANS LE PETEN

Il a été officiellement communiqué le 8 décembre qu'un choc armé avait eu lieu le 6 entre les troupes de l'armée et les unités des Forces Armées Rebelles (FAR), sur les rives de la lagune Mendoza, municipalité de La Libertad, dans le département du Peten, à plus de 570 kms au nord de la capitale. Le combat a duré 30 mn.

Après le combat d'importants contingents ont été mobilisés dans le secteur, appuyés par l'aviation.

L'ARMEE FAIT PART DE TROIS AFFRONTEMENTS

Le bureau des relations publiques de l'armée a fait savoir que 3 affrontements armés se sont produits les 3 et 4 décembre dans les départements du Chimaltenango et du Quiché.

DROITS DE L'HOMME

L'ONU ANALYSE LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME AU GUATAMALA

Un projet de résolution sur la situation des droits de l'homme au Guatemala a été inscrit le 7 décembre en vue d'être présenté à la 38^e assemblée générale de l'ONU. Le projet est soutenu par la Suède, l'Espagne, la France, la Grèce, la Norvège, l'Autriche, le Danemark, la Hollande et le Canada.

Le projet exprime la préoccupation de la communauté internationale en raison de la "violence contre les non-combattants, la répression indiscriminée, les tueries et les déplacements en masse de population rurale et indigène, qui ont récemment augmenté", sous la responsabilité du régime militaire.

Le document somme le gouvernement guatémaltèque "de prendre des mesures efficaces afin que les autorités et les organisations, y compris les forces de l'ordre, respectent sans restriction les droits de l'homme et les libertés fondamentales". Il est demandé "à toutes les parties concernées d'assurer l'application des normes fondamentales du droit humanitaire applicable en cas de conflit de caractère non international pour protéger la population civile et mettre fin à tous les actes de violence".

ASSASSINES, ENLEVES ET BLESSES

Selon les données fournies par la presse et les organismes d'assistance, 48 personnes au moins ont été victimes de la violence officielle entre le 1er et le 8 décembre.

6 personnes ont été assassinées, 19 enlevées et portées disparues, 23 blessées par balle.

Le cadavre de Madame Marta Yolanda Cabrera, enceinte de 5 mois, a été découvert le 7 décembre, marqué par de nombreuses blessures faites à l'arme blanche sur le ventre et la poitrine. Les enfants Edwin Noe et Carlos Humberto, 9 et 5 ans, ont été enlevés le 4 dans le département de Escuintla (Sud du pays).

On a appris par les porte-parole des organisations juridiques que le nombre de recours en habeas corpus déposés par les familles des disparus a doublé par rapport à l'année précédente. Les autorités ont reconnu que ces recours étaient toujours rejetés.

L'INTERNATIONALE SOCIALISTE CONDAMNE LE REGIME

L'Internationale Socialiste (IS) a condamné le régime militaire guatémaltèque pour la violation constante des droits de l'homme et l'augmentation de la répression. Elle appuie entièrement les propositions de l'opposition guatémaltèque qui propose l'établissement d'un gouvernement démocratique et de la justice sociale et économique dans le pays.

L'IS a voté cette résolution durant la réunion du bureau politique les 24 et 26 novembre à Bruxelles (Belgique).

VIOLATION DES DROITS DES TRAVAILLEURS

Dans un entretien accordé à Enfoprensa le 8 décembre à Mexico, Francisco Paredes, représentant du Comité National de l'Unité Syndicale (CNUS), a déclaré que, sous le régime militaire du général Mejia Victores la répression et la violation des droits économiques et sociaux des travailleurs se sont intensifiées.

"Mais s'il est certain que la répression contre les travailleurs est très dure, il n'en est pas moins certain que la résistance est forte et massive". Le représentant du mouvement ouvrier a ajouté que le gouvernement n'accepte pas le fonctionnement des unités syndicales indépendantes, ce qui les contraint à agir dans la clandestinité ou la semi-clandestinité.

UNE ARTISTE DIRIGEANTE SYNDICALE ASSASSINEE

Graciela Alvarado de Gomez, artiste et secrétaire générale du Syndicat des Travailleurs du Théâtre, a été assassinée le 6 décembre dans la capitale.

Le 26 août, la Fédération des Travailleurs du Spectacle du Guatemala, à laquelle appartient le Syndicat des Travailleurs du Théâtre, avait émis un communiqué dans lequel elle accusait les autorités gouvernementales d'être "indifférentes aux problèmes des travailleurs guatémaltèques" ; "elles ne dialoguent qu'avec les politiciens ou les représentants des agriculteurs, des commerçants, des industriels".

Selon son époux l'artiste assassinée avait reçu des menaces de mort à plusieurs reprises.

ON ENLEVE DES SYNDICALISTES

D'après une dénonciation de la Centrale Nationale des Travailleurs (CNT) formulée le 8, plusieurs dirigeants syndicaux ouvriers et paysans ont été enlevés ces dernières semaines à l'intérieur du pays.

Selon la centrale syndicale, "des actes comme ceux-ci confirment à la classe ouvrière que la répression contre les syndicalistes guatémaltèques conséquents est une constante du régime, ce qui nous oblige à rester vigilants et attentifs pour préserver notre intégrité physique et la survie de nos organisations syndicales".

La CNT a lancé un appel aux personnalités progressistes et aux organisations humanitaires pour dénoncer la disparition des syndicalistes, exiger leur libération et le respect de leur vie.